

Une guerre défensive ? Ignoble mensonge !

Le 12 septembre 2005 les troupes israéliennes quittaient Gaza. Ariel Sharon déclarait alors que «*plus un seul Juif ne devra habiter Gaza*». Ce qui a rendu très facile la réalisation d'un vieux projet du même Sharon: l'enfermement d'un million et demi de Palestiniens dans une prison à ciel ouvert, la bande de Gaza, dont les accès ont depuis été ouverts et fermés au gré des autorités israéliennes.

Des 1,5 millions d'habitants de Gaza, un territoire à peine plus grand que le Canton de Genève, 56% sont des enfants. Ce sont eux qui ont le plus souffert de l'embargo imposé par Israël et l'Union européenne après la victoire du Hamas en janvier 2006, ainsi que des conséquences du bombardement en juin 2006 de la centrale électrique et des ponts de Gaza qui a provoqué la mort de 300 palestiniens.

En juin 2008, Israël et le Hamas convenaient d'une trêve. C'est Israël qui, le 4 novembre dernier, l'a rompue en bombardant le sud de la bande de Gaza sous prétexte d'empêcher le creusement de tunnels permettant l'entrée d'armes depuis l'Égypte. Des tirs de roquettes artisanales ont ainsi repris.

Ils sont utilisés pour justifier la violente agression de l'État d'Israël - cyniquement appelée «*plomb fondu*»- contre la population de Gaza. Ce n'est pas une opération «*défensive*» comme le proclament ceux qui la dirigent, mais la continuation de l'étouffement des civils et de la destruction des infrastructures de Gaza.

Comme l'a démontré le journal israélien Haaretz (27.12.08), c'est alors qu'il négociait la trêve qu'Israël a conçu l'opération en cours. C'est le 19 novembre que les services du ministre de la défense Ehud Barak l'ont peaufinée.

Et c'est le 8 décembre que le sous-secrétaire US, John Negroponte, le même qui a préparé toutes sortes de coups sanglants à Saïgon en 1968, à Santiago du Chili en 1973, à Buenos Aires en 1976 et à Bagdad l'an passé, l'a validée lors de sa visite à Tel-Aviv.

Avec cette opération, Israël «*... vise à détruire non seulement l'entité politique palestinienne mais aussi et surtout la société...*», affirme Salah Abdel-Jawad, professeur d'histoire à l'Université de Bir-Zeit... (Le Monde 6.1.2009)

« Ceux qui condamnent les « deux côtés » font pire que les assassins »

Pourtant, médias et gouvernements occidentaux ainsi que les dirigeants les plus corrompus du monde arabe ne cessent de répéter que la respon-

sabilité serait à partager entre l'agresseur et l'agressé.

Ce serait, nous assène-t-on, la faute du Hamas qui aurait «*rompu unilatéralement la trêve*» ce qui aurait «*déclenché la réaction israélienne*». La faute donc reviendrait une fois encore aux victimes !

C'est cette même fable qui est faite sienne par le Conseil fédéral.

A Gaza, la quatrième armée du monde se rend coupable de crimes de guerre, ceux définis par les conventions de Genève. Non seulement, le général Yoav Galant, du commandement opérationnel du front Sud déclare que «*... les forces de défense israélienne chercheront de ramener le potentiel militaire de Gaza en arrière de plusieurs décennies et de provoquer le plus grand nombre de victimes sur le front ennemi*»; non seulement Tsahal s'attaque aux infrastructures à tel point que les habitants de Gaza n'ont plus d'eau potable: ce sont les ambulances des organisations d'entraide et les écoles tenues par l'ONU qu'il bombarde!

Garant international des Conventions de Genève, le gouvernement suisse est tenu de ce fait de dénoncer les crimes de guerre commis par des États signataires de ces conventions, États parmi lesquels figure Israël.

Pourtant, le Conseil fédéral, par la voix de Micheline Calmy-Rey se borne à «*déplorer l'escalade de la violence à Gaza*» et à souligner que «*le tir de roquettes du Hamas aussi bien que l'action militaire israélienne doivent prendre fin*» (communiqué du DFAE, 4.01.09).

Il y a quelques jours Michel Warschawski de l'Alternative Information Center de Jérusalem écrivait que «ceux qui condamnent les deux côtés, font pire que les assassins !». C'est ce que fait le Conseil Fédéral par la voix de Micheline Calmy-Rey !

- Halte à l'agression sioniste à Gaza !
- Arrêt immédiat des bombardements !
- Retrait immédiat et sans conditions des troupes israéliennes des territoires palestiniens!
- Fin immédiate et sans conditions de l'embargo international contre Gaza !
- Reconnaissance inconditionnelle des autorités élues par le peuple palestinien !
- Rupture des relations militaires, économiques et diplomatiques avec Israël !